

Le public en sera averti par affiches.

ART. 4. Le produit de chaque vente sera déposé au Trésor, où il sera fait réserve d'une somme de 50 francs ou de 40 francs pour l'indemnité à accorder aux capteurs, selon la force et l'importance de l'animal pris.

ART. 5. Tous les six mois, ou tous les ans, selon le chiffre du dépôt, les sommes apportées au Trésor seront partagées entre les propriétaires, au prorata de la quantité de bêtes que chacun d'eux possède.

ART. 6. Les bestiaux marqués qui auront été pris seront remis à leurs propriétaires, après que la marque aura été bien et dûment constatée par l'autorité.

Les capteurs n'auront droit à aucune indemnité si le propriétaire ne désire pas que son animal soit remis en ses mains ou vendu.

ART. 7. Une personne, au choix des propriétaires et rétribuée par eux, pourra être chargée de surveiller la chasse, et de tenir enregistrement des prises qui seront faites.

Celle-ci désignera dans chaque district une autre personne chargée par elle de tenir un registre exact des bestiaux marqués et apprivoisés, des naissances provenant de ces derniers, de leur marque, de leur vente et de la mortalité. La constatation en sera portée au registre par le chef et le juge dans chaque district.

ART. 8. Il est défendu à qui que ce soit de faire de nouvelles marques sur les bestiaux qui errent dans l'île, sous peine d'une amende de 100 à 200 francs; et, en cas de récidive, de 200 à 400 francs.

ART. 9. Lorsque le chiffre des têtes de bétail prises aura atteint celui qui est alloué à chaque propriétaire, tous les animaux non marqués qui resteront sur l'île appartiendront au Gouvernement.

ART. 10. M. l'Officier de gendarmerie chargé des affaires européennes prendra toutes les mesures nécessaires pour l'exécution du présent arrêté.

Fait à Papeete, le 13 janvier 1849.

Signé : LAVAUD.

*Signé sur la traduction en langue indigène :*

POMARE ARII VAHINE (1).

Pour copie conforme :  
Le Secrétaire archiviste,  
A. DE ST-AUBIN.

(1) Note d'août 1864. — Le registre manuscrit du gouvernement indique cette apostille, mais la première édition ne la mentionne pas.